

REPUBLIQUE SENEGAL

Un peuple - Un But - Une foi

MINISTRE DE L'EDUCATION

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

**INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DE L'EDUCATION
POPULAIRE ET DU SPORT
(I.N.S.E.P.S)**



**L'AVENEMENT DES VACANCES CITOYENNES
AU SENEGAL :
UNE EXPERIENCE NOVATRICE DE
DEVELOPPEMENT**

M003-12

**THEME DE MONOGRAPHIE PRESENTEE PAR
MOUSTAPHA FALL
POUR L'OBTENTION DU C.A.L.E.P.J.S**

10^{ème} PROMOTION INSPECTORAT: 2001 / 2003

REPUBLIQUE SENEGAL

Un peuple – Un But – Une foi

MINISTERE DE L'EDUCATION

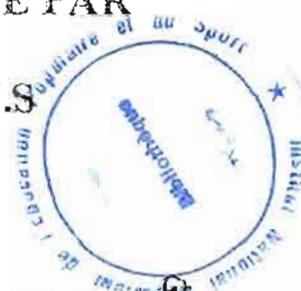
UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DE L'EDUCATION
POPULAIRE ET DU SPORT
(I.N.S.E.P.S)



L'AVENEMENT DES VACANCES CITOYENNES
AU SENEGAL :
UNE EXPERIENCE NOVATRICE DE
DEVELOPPEMENT

THEME DE MONOGRAPHIE PRESENTEE PAR
MOUSTAPHA FALL
POUR L'OBTENTION DU C.A.I.E.P.J.S



10^{ème} PROMOTION INSPECTORAT: 2001 / 2003

REMERCIEMENTS

En reconnaissance à leur soutien constant, leurs conseils qui ne m'ont jamais fait défaut

En souvenir à tout ce qu'ils ont fait

Pour guider mes pas sur le midi

Des chemins d'angoisse,

J'adresse mes sincères remerciements à

- *Madame Awa FALL,*
Inspectrice de la Jeunesse et des Sports, Directrice du CDEPS de Dakar
- *Monsieur El Hadji Sidy DIOP*
Inspecteur de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports, Chef de Division à la DJVA
- *Monsieur SADIO*
Maître d'Education Populaire, Chef du Bureau chargé des Vacances Citoyennes à la DJVA
- *Monsieur Assane NDIAYE*
Magistrat, Cour d'Appel de Dakar
- *Monsieur Assane NDIAYE*
Enseignant à Sébikotane
- *El Hadji Alioune KEBE, Maire de Kébémér*
En reconnaissance à son soutien constant, ses conseils, son humanisme légendaire et sa sagesse.
- *El Hadji Bassirou NDIAYE*

Dont je témoigne ici la grande foi, le calme et la piété ;

Un homme dont le soutien et les conseils s'enracine loin dans ma petite enfance

- *Maréma SECK, ma mère pour tout ce qu'elle a fait pour moi, tant si bien que selon le mot de Taine : « la véritable admiration est historique »*

DEDICACES

L'intégration des vacances citoyennes dans le schéma global de développement national doit être un objectif primordial et leur adoption comme stratégie un impératif.

C'est dans ce cadre que je situe cette modeste réflexion que je dédie à :

- *Mon cher Père,*

Disparu avant d'avoir lu ce document qui reflète les efforts et les qualités d'un homme rompu aux tâches de préparer un fils pour l'Empire des Initiés.

- *Ma chère Mère*

Dont les vœux m'accompagnent au zénith de mes randonnées d'insomnies

- *Ma chère Epouse*

Qui veille et soutient et que j'ai nommée chantre dans la splendeur du verbe foulbé

- *Mes enfants*

Qui m'ont compris et accompagné dans les moments difficiles

PLAN

INTRODUCTION

PREMIER CHAPITRE : L'AVENEMENT DES VACANCES CITOYENNES

- 1°)- Le contexte
- 2°)- La justification
- 3°)- La stratégie

DEUXIEME CHAPI TRE : UN OBJECTIF POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

- 1°)- Les enjeux civiques
- 2°)- Les implications socio-économiques
- 3°)- Une acceptation populaire des objectifs du programme

TROISIEME CHAPITRE : LES GRANDS AXES

- 1°)- Le chantier hydro-agricole
- 2°)- La campagne de sensibilisation
- 3°)- Le reboisement

QUATRIEME CHAPITRE : LES LEÇONS DE L'EXPERIENCE

- 1°)- Les limites
- 2°)- Recommandations

CONCLUSION

INTRODUCTION

Après trois ans d'expériences, les vacances citoyennes commencent à s'installer dans les mœurs pratiques de la jeunesse sénégalaise, en même temps qu'elles justifient un choix politique résolu de développement. Elles suscitent à cet effet, les besoins de cette présente étude qui n'a pas cependant la prétention de vider de sa charge historique le concept. Elle a seulement pour ambition d'en ressortir la portée générale en jetant un aperçu sur ses principaux aspects. Cette limite évoquée au passage reflète l'insuffisance du temps imparti pour la confection du document et l'absence de subvention pour couvrir les dépenses y afférentes. Ces facteurs limitants ne favorisant pas des conditions de recherche, la méthodologie adoptée ici a consisté à faire l'analyse d'un phénomène vécu, à procéder à une série d'entretiens avec le responsable du Bureau chargé des Vacances citoyennes à la Direction de la Jeunesse et de la Vie Associative (D.J.V.A) et à l'étude de documents divers.

Néanmoins, le phénomène est interprété à travers ses différentes composantes, en précisant l'interdépendance des dites composantes dans la mise en œuvre du développement harmonieux qui constitue une visée première des vacances citoyennes.

Les notions de « Jeunesse », « citoyenneté » et « développement » qui alternent dans son développement constituent le support de son argumentation.

Pour toute mesure de cohérence, elle s'est employée à définir, en les mettant en exergue les principaux enjeux des vacances citoyennes et leur expérience dans l'effort commun de construction nationale.

En effet, la recherche du progrès collectif national s'est désormais enrichie de l'euphorie qui accompagne la mise en forme pratique du concept, d'abord comme cadre mobilisateur et ensuite, comme source d'une stratégie de mise à contribution des forces nationales endogènes. Cette mobilisation générale autour des priorités d'intérêt public national est indéniablement un impératif de taille qui intègre notre dynamique de progrès.

C'est pourquoi, dans leur philosophie, les vacances citoyennes constituent un moyen d'expression multiforme de l'engagement de la jeunesse et la révélation des potentialités propres à concrétiser une action dans le sens du devenir meilleur. C'est ce qui donne au phénomène sa vocation populaire et sa force inspirée d'une nouvelle hiérarchie de valeur. La portée générale du débat suscité à cette occasion justifie la modeste contribution de cette étude qui tente l'examen des différentes séquences de cette dynamique novatrice et l'analyse du profit tiré de l'enthousiasme populaire.

Elle s'articule à cet effet, autour de la théorie et de la pratique des vacances citoyennes et s'appuie sur l'éveil d'une conscience nationale de participation et les indicateurs de mieux être exploités dans leur sens logique. Son objectif est donc d'émettre un point de vue, non seulement sur les acquis pouvant être attribués aux vacances citoyennes, mais aussi sur un ensemble de préalables devant être pris en compte et intégrés dans une dynamique globale.

Cette notion de préalable introduit au demeurant la nécessité d'appropriation de principes intégrateurs par la prise en compte des valeurs de citoyenneté qui, seules, peuvent permettre de canaliser les énergies en vue de l'émancipation socio économique et culturelle. C'est ce qui constitue une préoccupation majeure de notre pays.

Dans cette démarche, l'approche participative, encore demeurée un vocable flottant et source de confusions sera vraisemblablement mieux articulée, mieux comprise et mieux acceptée.

Seule une démarche analytique cohérente peut y conduire par une explication de son emprise dans une politique globale qui la sous-tend. C'est dire que l'approche participative de la jeunesse au processus sera cernée à travers ses différents contours et posée en terme de problématique évolutive et de variable de progrès collectif. Voilà qui explique la nécessité pour le lecteur d'éviter les difficultés pouvant surgir s'il omet d'entrevoir le phénomène dans sa globalité, c'est à dire avec l'ensemble des paramètres qui s'y enchaînent et s'y complètent.

D'une manière générale, il s'agit d'une réflexion autour d'une dynamique prévue pour répondre au besoin de changer les mentalités et d'installer un réflexe

civique dans l'esprit de chaque citoyen pour en faire un véritable acteur de développement. La mission historique des vacances citoyennes réside en cela, en plus de la capacité prouvée de proposer une nouvelle formule de réalisation du destin national.

Cette réflexion sur les vacances citoyennes s'attarde également sur la jeunesse. D'abord en tant que concept, puis en tant qu'enjeu dans le combat quotidien qui oppose le sous - développement au développement. C'est dire que grâce au sursaut de citoyenneté qu'elle crée et l'engouement populaire qui en est conséquent, les vacances citoyennes constituent un cadre approprié d'expression pour cinquante deux pour cent (52%) des forces vives de la nation. Cette prise de conscience éclaire la jeunesse sur sa mission de se transformer irréversiblement en génération de relève, donc indiquée pour jouer un rôle d'avant garde dans toutes les entreprises nationales de conquêtes économiques et socio-culturelles. D'où son rôle futur d'épauler les grands changements qu'exige une Nation pour son développement. De ce point de vue, l'évidence suggère qu'elle soit la couche sociale loin d'être figée. Elle est au contraire la frange de la société la plus malléable, donc la plus sujette objectivement aux mutations qu'implique la société. C'est ce qui met en relief son droit à la sensibilisation massive et son éducation aux valeurs citoyennes. C'est seulement alors que le cadre des vacances citoyennes se révélera efficace pour consolider son sens patriotique en plus des aptitudes à pérenniser des valeurs positives qui organisent notre culture.

L'impératif de citoyenneté, tout en se posant, explique avec éloquence les objectifs socio-éducatifs et de promotion globale. C'est sous cette optique qu'il atteindra l'un de ses premiers objectifs qui est de bâtir un code éthique qui génère et engage la responsabilité de chaque citoyen dans l'élaboration d'un projet de société.

C'est justement dans ce cadre que s'inscrit cette présente réflexion proposée autour du thème : « L'avènement des vacances citoyennes au Sénégal : une expérience novatrice de développement ».

C'est un point de vue sur le caractère novateur de la démarche enclenchée et qui constitue une rupture par rapport à une tradition bureaucratique de gestion du

développement. Le mérite d'une telle démarche de rupture est surtout d'éviter le prolongement des contradictions liées aux schémas inadaptés au sein des acteurs de la base.

Aujourd'hui, il s'agit de vulgariser le concept de développement qui devient désormais un pôle de réflexion du sommet à la base et inversement, prenant en compte l'apport décisif des forces populaires endogènes et nationales. Le développement est devenu un idéal légitime pénétré des forces vives et de l'ensemble des segments de la population qui s'organisent pour une contribution effective à travers tous les secteurs qui composent la vie nationale.

Voilà pourquoi, il n'est pas moins exact d'affirmer que les vacances citoyennes génèrent la force attractive de sensibilisation, d'information et de formation qui s'adresse au grand public sénégalais en général et à la jeunesse en particulier. C'est dans ce sens qu'elles requièrent une attention particulière de la part des planificateurs d'un avenir meilleur pour notre pays.

L'analyse qui suit se situe dans ce cadre et s'articule autour des grands axes suivants :

1/- L'avènement des vacances citoyennes dont le contexte de lancement, la justification et la stratégie de mise en œuvre constituent des variables analysées dans ce document

2/- Un objectif politique de développement, en référence à leurs enjeux civiques, leurs implications socio-économiques et à l'acceptation populaire de leurs programmes

3/- les grands axes qui les composent dont entre autres : les chantiers hydro-agricoles, la campagne de sensibilisation et le reboisement

4/- les leçons de l'expérience qui ont permis d'identifier leurs limites et de formuler des recommandations

Une conclusion générale qui intègre l'ensemble des idées développées dans un résumé explicatif.

PREMIER CHAPITRE :

L'AVENEMENT DES VACANCES CITOYENNES

CHAPITRE I : L'AVENEMENT DES VACANCES CITOYENNES

1°)- Le contexte

L'euphorie de la décolonisation et quatre décennies d'autonomie politique qui ont suivi les indépendances n'avaient encore permis à l'Etat sénégalais de s'approprier une vision claire et efficace d'une stratégie de développement harmonieux et équilibré. En sont conséquentes des prévisions qui s'estompaient souvent dans un déphasage des schémas stéréotypés proposés jusqu'alors en maintenant à l'état de promesses l'équilibre socio-économique et le bien-être des populations. C'est dire que la prolifération des formules aussi complexes que diverses n'avaient pu pendant une longue période canaliser les énergies dans le sens d'une œuvre bien pensée de construction nationale.

Il s'y ajoute un environnement international particulièrement hostile dont les répercussions sont désastreuses sur les Etats en voie de développement. Les procédés étrangers à nos cultures, à nos mœurs pratiques et à nos réalités propres donc inadaptés et impropres ont vite montré leurs limites sur le terrain de la recherche de notre émancipation.

Une dégradation persistante de l'écosystème et une désertification galopante se sont conjuguées avec une explosion démographique non maîtrisée pour accentuer la désillusion.

Cette conséquence des orientations politiques de l'Etat sénégalais à l'aube des indépendances a pourtant suscité à partir des années 80 une nouvelle vision et permis des mutations décisives au niveau institutionnel. L'émergence de nouveaux organismes traduisait une ébauche de solution, mais sans grand succès à cause de son enfermement dans un carcan politico-administratif coupé des forces endogènes. Ce qui prolongeait encore les contradictions au sein des populations et surtout de la jeunesse.

Cependant, le constat de cette dure réalité avait fini par formaliser une nouvelle approche de la politique de développement, consistant en une rupture fondamentale avec la tradition classique d'impulsion du développement. C'est à dire, cesser de faire des administrés des sujets permanents d'expérimentation des formules et théories venues d'ailleurs.

Il est ainsi admis que cette nouvelle démarche était animée par des desseins exprimés de concourir au mieux être des bénéficiaires et à un développement d'ensemble.

Or, il suffisait d'approcher et d'impliquer les populations pour découvrir à quel point elles recelaient en elles-mêmes les conditions de ce développement. Dès lors, il eût suffi de si peu de stratégie pour débloquer la machine du décollage socio-économique. Il est ainsi éloquent d'affirmer que si en quarante années d'indépendance les systèmes proposés pour le développement n'ont pas réussi à le mettre en œuvre concrètement, c'est qu'ils n'étaient pas parvenus à surmonter un vice de principe qu'ils avaient dès le départ.

Ce qui suit donne son sens à une nouvelle approche reflétée par l'amorce d'une série de réformes dont la loi -96-16 du 22 Mars 1996 constitue la forme achevée dans le sens d'une implication plus poussée des forces vives de la Nation et de l'élaboration du projet de développement proposé au peuple ainsi que la stratégie pour y arriver.

Cependant, bien qu'elle soit une véritable avancée dans le choix politique de gestion du développement global, cette réforme manquait toujours de substance pour mobiliser la jeunesse qui constitue les cinquante deux pour cent (52%) de la population active. Ce qui en fait la seule force incontournable de changement dans le processus de développement.

Ainsi, pendant quatre décennies, la marginalisation de la composante jeune a amputé la Nation d'une force d'action prédisposée à un rôle majeur dans l'œuvre globale de construction nationale.

C'est dans un tel contexte que l'alternance politique intervenue au Sénégal en Avril 2000 a adopté une démarche de rupture en lançant le Mouvement des Vacances Citoyennes à travers le Ministère de la Jeunesse aujourd'hui, sevré du volet sport.

Désormais, ce Ministère de la Jeunesse créé par décret 2000-828 du 16 Octobre 2000 coiffe trois directions dont la Direction de la Jeunesse et de la Vie Associative (DJVA), relayée sur le terrain par des services régionaux et départementaux qui, à leur tour noyautent les cadres stratégiques de référence. Dans sa mission d'exercer les prérogatives de l'Etat en matière de gestion de la cible jeune, la DJVA est chargée de la mise en œuvre du concept de Vacances citoyennes dont elle coordonne les programmes.

2°/- Justification

Justifier l'avènement des Vacances Citoyennes dans le contexte socio-politique actuel de notre pays revient à faire son analyse en tant que concept et réfléchir sur ses différentes composantes dont la jonction dans le processus de développement inaugure une nouvelle ère de citoyenneté et de patriotisme. C'est admettre sans ambages que la nécessité de donner un nouvel élan à la recherche du progrès s'est imposée à l'histoire de notre pays, exigeant une nouvelle approche.

Dans leur mise en œuvre, les vacances citoyennes sont venues confirmer que la jeunesse n'est pas une variable isolée du processus de développement. Tout au contraire, elle en constitue un support naturel qui, si elle est impliquée et mise à l'épreuve, révèle ses aptitudes à toutes conquêtes économiques, sociales et culturelles. L'intégration des diverses composantes sociologiques dans la recherche du développement est une évidence. C'est pourquoi, un constat amer sur plusieurs décennies d'une gestion politico-bureautique de cette donnée naturelle qu'est la jeunesse justifie avec éloquence l'émergence du concept de vacances citoyennes suite à l'alternance politique connue dans ce pays en Avril 2000.

Il est quand même utile d'évoquer l'absence de la jeunesse sur les terrains de recherche du développement. En effet, connue d'une tradition agonistique qui lui a

fait jouer de pleins rôles dans les luttes pour l'indépendance politique, il lui revenait de participer effectivement aux efforts d'émancipation économique.

Elle n'a pourtant pas pu jouer ce dernier rôle à cause de son embrigadement dans les mailles d'un parti -- Etat qui a succédé aux indépendances sous le régime du Président Léopold Sédar SENGHOR. Durant tout le règne de ce dernier, les interventions du législateur dans le mouvement associatif consistaient simplement à contenir la jeunesse dans des schémas ludiques. Le souci majeur était plus d'en faire des sujets de diversion et de discours politiques que d'en faire des acteurs de développement.

L'avènement de la deuxième République sous le régime socialiste du Président Abdou Diouf montra les mêmes faiblesses et avec les mêmes relents politiques.

Malgré une timide tentative de corriger les imperfections, le déficit communicationnel avec la jeunesse établissait des rapports de dualité Pouvoir – Jeunesse.

La prolifération de structures de jeunesse n'a pu arrimer les jeunes à l'idéal de développement participatif, comme la défectuosité des rapports n'était pas de nature à impliquer la jeunesse dans une œuvre de construction nationale.

C'est seulement suite à l'avènement de la troisième République que l'alternance politique a défini une option. Celle de rétablir un dialogue franc à travers lequel la jeunesse est désignée comme dimension fondamentale de l'œuvre de développement nationale.

Le lancement du Mouvement des vacances citoyennes est donc devenu une invite à la participation effective faite à la jeunesse. Voilà l'option fondamentale qui justifie les vacances citoyennes. C'est le choix d'une politique de rupture qui compte désormais la jeunesse parmi les piliers du progrès par leur dévouement certes, mais aussi par leur adhésion concrète et bien pensée à une cause nationale. L'exercice d'une citoyenneté agissante dans le sens du meilleur devenir est à nos jours un acquis et pas des moindres des vacances citoyennes. Une telle option s'appuie sur un déterminisme politico-administratif qui prêche une synergie autour des priorités d'intérêt national.

Il est alors admis, vu ce qui précède que la réflexion sur ce présent thème fait largement référence à l'expérience qui est en train d'être vécue au Sénégal et se développe dans le sens globalisant. Justifier les vacances citoyennes, c'est donc, apprécier la culture de l'esprit civique qui en est immanente, le renforcement du patriotisme qui en est un aspect et le sens de l'honneur qui en est préalable et conséquence.

D'une manière générale, c'est convier cinquante deux pour cent (52%) de la population active au débat national sur les sujets de développement en appuyant les arguments sociaux, culturels et techniques sur les connaissances empiriques détenues par les acteurs de la base. C'est l'exploration du savoir-faire de la jeunesse et l'intérêt recherché de la participation.

Les vacances citoyennes ont donc fini de démontrer qu'elles sont une expérience vécue par l'ensemble des segments de la jeunesse. Elles démontrent également que la mobilisation de cette jeunesse pour l'intérêt de la Nation est un objectif réalisable lorsqu'une ferme volonté politique s'accompagne d'un effort national soutenu qui lui confère substance et signification.

De toute évidence, lorsque les besoins exprimés se transforment en une demande effective de la Nation pour son développement, l'Etat se trouve dans une logique d'orienter ses options. C'est à dire, ses options politiques dans le sens d'intégrer dans sa stratégie l'ensemble des acteurs potentiels et fait l'apologie de la mobilisation populaire. C'est ainsi qu'en deux ans d'expérience de vacances citoyennes, le grand public sénégalais témoigne que la jeunesse, à travers les vacances citoyennes constitue une autre dimension dans l'effort national de progrès.

L'avènement de l'alternance sacre ainsi à travers les vacances citoyennes une action décisive en faveur de la promotion globale de la jeunesse.

Ce qui s'explique par l'aspect éducatif et l'insertion socio-économique où des résultats probants sont déjà affichés.

3°/- Stratégie

L'adoption d'une démarche participative et décentralisée faisant intervenir tous les secteurs de la jeunesse est, en son essence, la stratégie des Vacances citoyennes. Cette option dans la démarche a permis d'aménager des espaces d'expression concrète. L'idée sur laquelle repose cette stratégie est au demeurant et précisément la prise en compte de la composante jeune dans l'élaboration de tous les programmes. La prise en compte de cette donnée fondamentale, tant du point de vue de son poids démographique que de son dynamisme a permis des réussites certaines sur le plan de l'adhésion populaire. La réaffirmation d'une volonté politique d'assurer une meilleure implication de la jeunesse s'est révélée avec force.

C'est une volonté qui procède du postulat selon lequel une meilleure maîtrise de la stratégie d'intervention est seule de nature à garantir des avancées significatives dans cette entreprise d'envergure nationale.

Dans cette perspective, le cadre stratégique qui se dégage de la mise en œuvre du concept de vacances citoyennes consiste en une acceptation des échanges avec la jeunesse et l'intégration de leurs propositions.

Cette approche devra assurer une démarche concertée et résoudre dans un esprit participatif toutes les questions soulevées par l'application des programmes retenus par les acteurs de la base.

Cette stratégie manifestée dans son application par une canalisation des connaissances empiriques des jeunes retient légitimement dans ses visées premières une stimulation des idées fécondes et des initiatives de progrès. Ce qui se fera en éclairant certains axes du programme qui exigent l'intervention d'une compétence exogène et un accompagnement de l'action par une assistance qui mène à une bonne mise en œuvre.

Sur le plan technique, elle suggère que le civisme devienne le moteur de la mobilisation massive issue de l'approche participative. Cette recherche du savoir-faire et de l'intérêt de l'enthousiasme populaire a permis d'explorer les capacités de réaction et le potentiel extraordinaire que recèle la jeunesse. La philosophie des

vacances citoyennes est donc et avant tout un appel populaire destiné aux jeunes en particulier, au recentrage des efforts sur l'œuvre de construction nationale. Cette option avant tout philosophique a pour corollaire une reconversion des mentalités dans le sens de la promotion de l'intérêt public.

Le point fort de la stratégie de mise en œuvre du concept de vacances citoyennes réside donc dans une alternance de formes pédagogiques :

- une pédagogie de la participation objective faisant l'économie d'une action volontaire communautaire renforcée par une confiance mutuelle. Ce qui permet une nette prise de conscience et la culture du sens civique ;
- une pédagogie de la médiation philosophique soutenant un courant de sensibilisation massive sur le concept de vacances citoyennes et sa portée générale. Dans son exploitation, elle devient un instrument conceptualisé qui prenne en compte la réalité plurielle de la jeunesse.

DEUXIEME CHAPITRE :
UN OBJECTIF POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

1°/- Les enjeux civiques

L'implication de la jeunesse dans la recherche du développement est devenue une voie obligée, et l'éducation pour la compréhension mutuelle, le respect de l'autre, la tolérance et le sens des responsabilités, un préalable et un impératif. L'impulsion d'une croisade nationale pour de nouveaux objectifs nationaux l'exige.

A cet effet, la culture du civisme et la promotion de la citoyenneté doivent être présentes dans toutes les entreprises de construction nationale où la jeunesse est prédisposée à un rôle majeur. Mieux, tout mouvement d'émancipation populaire, dans son ensemble doit s'assigner comme devoir de formaliser un code éthique et pérenniser des valeurs morales positives. Ce qui lui permettra de réclamer de ses éléments un ensemble d'attitudes et de comportements nécessaires aux contextes de référence aux potentialités endogènes qui lui donnent un contenu.

En réalité, la mise en œuvre d'une politique nationale de développement doit avoir une dimension qui renvoie à une perception claire de la relation de l'homme avec lui-même, d'abord et, ensuite, avec le reste de la communauté où il situe ses interactions. *Cette nouvelle vision repose sur le respect de l'autre, et sur la volonté vécue d'assumer une part active du devenir collectif.*

L'expérience de trois années de mise en œuvre du concept de vacances citoyennes vient s'offrir comme cadre de réflexion sur l'enjeu civique d'un tel mouvement.

Partant du contexte et des objectifs et stratégie des vacances citoyennes, l'analyse révèle une dynamique dont un sursaut de citoyenneté en constitue le principal indice de rayonnement.

L'étroite corrélation entre vacances citoyennes et civisme est alors mise en exergue par une mobilisation populaire sans embrigadement, ni directivité.

C'est justifier que le renforcement de la citoyenneté est une composante des vacances citoyennes et constitue un support pour l'engouement qui stimule une adhésion aux valeurs patriotiques qu'elles véhiculent.

Ce regain de citoyenneté a permis l'acquisition, par les acteurs de la base de vertus civiques leur permettant d'intervenir dans la définition et la gestion du bien public, du respect des institutions et de l'observance des normes républicaines. L'articulation de ses principes et de sa stratégie autour des vertus de liberté, d'altruisme, d'engagement volontaire et désintéressé a largement démontré que les vacances citoyennes est un cadre de consolidation d'une citoyenneté agissante. *L'exercice partagé du devoir est ainsi une option qui donne substance et signification aux vacances citoyennes et confirme l'installation du réflexe civique, prenant en compte la liberté, l'autonomie, la responsabilité et la capacité de jugement.*

Le processus révolutionnaire d'appropriation des principes et vertus du mouvement a ainsi bouleversé les données traditionnelles relatives à la formation de la conscience patriotique.

Les frontières habituelles des procédés d'installation du civisme en l'individu ont été remises en cause. Le civisme ne se réalise pas seulement, en effet, dans l'enceinte des systèmes éducatifs, qu'ils soient « formels » ou « non formels » ; il est présent comme une dimension de toute action de transformation de l'homme en acteur avisé de développement.

C'est dans un tel cadre que la citoyenneté prend les formes d'un statut formel autant qu'une relation qui positionne l'individu et lui donne un rôle quotidien propre à être assumé dans la manifestation des rapports sociaux, économiques, culturels et humains. Etre citoyen investi du sens civique, dans toute la dynamique du terme, c'est accepter ce statut et ce rôle avec les attitudes et valeurs qui les accompagnent. C'est faire entrer en action une éducation à la citoyenneté. Ainsi ses effets et son *impact sur l'homme en font un agent préparé aux conquêtes économiques, sociales et culturelles.* Ce rôle n'est pas inné chez l'être humain. C'est le reflet d'acquisitions.

Partant de ce point de vue, il est démontré que l'enthousiasme et la détermination qui ont investi la jeunesse, à l'appel des pouvoirs publics dans le sens d'une action commune d'intérêt public national expriment avec éloquence les enjeux civiques des vacances citoyennes.

La promotion du « agir ensemble », les principes de justice et d'interactions normées ainsi que le respect mutuel des droits fondamentaux promu à l'échelle des valeurs sont des constructions prises en charge par les vacances citoyennes dans leurs propriétés dynamiques et leurs finalités objectives. C'est à ce fait qu'elles confèrent morale et aptitude devant être transmises et apprises dans tous les phénomènes de socialisation et de conscientisation.

Cette approche nous édifie davantage sur le fait que la citoyenneté n'est pas une discipline à enseigner en tant que telle isolément. Elle prend forme dans un cadre d'expression où elle se cultive dans un ensemble de pratiques avec l'unique souci de se rendre utile à l'intérêt public perçu dans un angle autre que la somme des intérêts particuliers. Elle doit donc étendre ses principes à toutes les activités de l'individu en situation dans sa communauté. C'est seulement alors que l'acquisition du réflexe civique détermine un apport lui permettant de découvrir les institutions, la société et les règles de vie en communauté.

D'une manière générale, la mise en œuvre du concept des vacances citoyennes inclut une action sur les comportements entre pairs, sur les droits et obligations, sur les opportunités de s'affirmer en découvrant la joie de l'utilité publique. C'est une stratégie privilégiée de la formation de l'esprit civique et citoyen.

Cette analyse fait apparaître que la vraie problématique s'inscrit dans une dynamique qui renvoie sur le concept de construction nationale, telle qu'elle en est une mission de vacances citoyennes.

Cependant, sans être généralement évoqué dans la théorie des vacances citoyennes, le concept de développement durable n'en constitue pas moins un objectif à long terme.

En effet, apparu vers les années 80 et diversement défini, selon qu'on se situe en pays développé ou en pays en voie de développement comme le Sénégal, ce concept est au centre des préoccupations actuelles.

Notre pays, tout en faisant siennes les grandes orientations du débat y afférent, lui donne un contenu plutôt socio-économique en terme de lutte contre la pauvreté, promotion de la santé, de la paix, de la sécurité et du respect aux droits humains.

Ce qui suppose que la recherche du développement durable a indéniablement son sens à l'éducation à la citoyenneté, au civisme et est également une condition essentielle pour rendre pleinement opérationnels les principes intégrateurs des vacances citoyennes.

2°/- Les implications socio-économiques

Le Mouvement des Vacances citoyennes aura marqué le début du troisième millénaire dans notre pays et se pose incontestablement en ébauche de réponse à la question cruciale liée au besoin de mobilisation populaire, volontaire et désintéressée des différents secteurs de la jeunesse. C'est à cet effet que son impact sur le devenir de la communauté nationale suscite un regain d'optimisme. Il a ainsi démontré que l'émancipation socio-économique est strictement liée à la conscience du développement et suppose pour sa réalisation une citoyenneté d'expression concrète.

Cette visée qui guide la philosophie des vacances citoyennes impulse des actions sur tout ce que nous livre le réel quotidien, en même temps qu'elle concourt à la réalisation de l'homme lui-même.

La médiation qu'elle opère s'appuie sur la sensibilisation massive, le renforcement de la citoyenneté et l'installation du réflexe civique.

Satisfaire de tels préalables signifie prétendre à un décollage économique qui ne peut être que du fait des forces nationales endogènes.

Voilà qui explique l'attention particulière que les théoriciens et les planificateurs des vacances citoyennes accordent à l'information, la sensibilisation et la formation. C'est dire que l'objectif premier est de réaliser l'homme acteur de développement et agent économique. C'est à dire, l'homme dont toutes les composantes sont cultivées pour un maintien en équilibre dans un cadre de vie où il agit dans un sens positif.

Diverses préoccupations des Vacances citoyennes sont ainsi venues mettre en exergue les implications socio-économiques des Vacances citoyennes. La promotion de la santé du peuple par une sensibilisation sur la drogue, la pandémie du SIDA, la

lutte contre le paludisme constitue des actions décisives en faveur d'une bonne santé qui crée les conditions de productivité économique. Il s'y ajoute les préoccupations environnementales exprimées par l'hygiène recherchée, la lutte contre l'insalubrité et, d'une manière générale l'amélioration du cadre de vie.

C'est dans ce même contexte qu'une nouvelle approche d'insertion agricole et de production tend irréversiblement à s'imposer à la fragilité de notre agro-système. Cette tendance manifestée par un débat de pérennisation des chantiers hydro-agricoles permettra à une nouvelle culture agricole de remplir l'une de ses premières missions qui est de promouvoir un bien-être économique. C'est le résultat d'une *option des vacances citoyennes*, liée au lancement d'une agriculture adaptée au niveau d'initiation d'une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles. C'est ce qui explique la sensibilisation massive perçue comme une force de nature à satisfaire le besoin de communication entre les différents acteurs pour mieux orienter et optimiser leurs efforts, trouver davantage de synergie entre partenaires en vue d'atteindre l'objectif commun qui est de constituer en le développant un régime agro-économique solide.

3°/- Une acceptation populaire des objectifs du programme

L'introduction d'un changement qualitatif dans les milieux jeunes a été pour les vacances citoyennes un appui de taille pour une adoption quasi instantanée de l'ensemble de leurs programmes. Un tel acquis est rendu possible grâce à une campagne de sensibilisation soutenue et dont le Mouvement a fait un centre d'intérêt privilégié. L'alternative la plus rationnelle en un temps record aux premières impressions négatives pouvant émaner des acteurs et partenaires ciblés a ainsi été obtenue grâce à un procédé communicationnel bien orienté et *mieux orchestré*.

C'est ainsi que la production du changement qualitatif par la culture et l'installation du civisme, le renforcement de la citoyenneté et du sentiment patriotique a vite conduit la majorité de la jeunesse à faire siens les objectifs et programmes de vacances citoyennes dès la première édition.

Les dits objectifs sont aujourd'hui érigés en but national et une double dynamique est activée.

- L'adoption des programmes comme but national a permis une mobilisation volontaire des jeunes de toutes conditions,
- Une démarche populaire résolue a donné un élan nouveau,

L'évocation de certains axes tels que :

- les chantiers hydro-agricoles
- les camps de marquage de bétail
- la mobilisation contre le paludisme
- les activités pour la restauration de l'environnement, a rendu possible la visibilité des avantages que procurent les programmes

Il s'y ajoute la simplicité et l'applicabilité des idées et des mesures envisagées qui ont suffi pour la création d'une atmosphère mobilisatrice, d'une large participation et d'une organisation maîtrisée.

TROISIEME CHAPITRE :
LES GRANDS AXES



1°/- Le chantier hydro-agricole

Les fondements stratégiques de l'installation de chantiers hydro-agricoles s'inscrivent dans une conjoncture complexe qui rend nécessaire un cadre de cohérence adapté aux exigences d'une attention particulière à accorder à diverses études. Ce cadre de cohérence s'inscrit dans une acceptation d'une variété d'approches sur la réadaptation des programmes que les dits chantiers proposent.

C'est seulement alors qu'ils seront une stratégie efficace de promotion socio-économique des jeunes à travers le pays, en participant au renforcement de la citoyenneté. Ils traduisent certes, une volonté manifeste d'insertion de la jeunesse dans les circuits de développement, mais recèlent des insuffisances. Répondant au fait que le développement est un tout global, le chantier permet des rencontres de cinquante jeunes du territoire national à qui il propose voyages, découvertes, brassages, échanges d'expériences, sentiments de communauté de destin en même temps qu'une initiation aux activités de production.

Leur implantation vise à polariser au niveau des localités, une frange de la population jeune autour de programmes de promotion économique et en fixant les autochtones au terroir.

Les tableaux qui suivent donnent une idée des chantiers réalisés aux cœurs des éditions 2000 et 2001.

NB : Les statistiques de l'édition 2003 n'étant pas encore disponibles, ne figurent pas dans cette présente étude.

Chantiers 2000

Numéros d'ordre	Chantiers	Départements
1	Keur Momar SARR	Louga
2	Thiagar	Dagana
3	N'Guekokh	Mbour
4	Firgui	Nioro
5	Bandafassi	Kédougou

Chantiers 2001

Numéros d'ordre	Chantiers	Départements
1	Thiénaba	Thiès
2	Ngodiba	Kaffrine
3	Fanaye	Podor
4	Diam Welly	Tambacounda
5	N'Gourane	Kébémér
6	Fanda	Ziguinchor
7	Diende Bloc Village	Sédhiou
8	Nema Bah	Foundiougne
9	CNRA	Bambey

Tableau 2

Sources : DJVA

Cependant, malgré les réelles possibilités qu'ils peuvent offrir dans le cadre de la prise en charge du besoin d'insertion des jeunes, le rayonnement des chantiers hydro-agricoles reste encore très limité. Ce qui rend insuffisants les acquis bien qu'il en existe.

Ce qui est déjà démontré par le taux relativement faible de jeunes effectivement insérés en deux ans d'expérience de chantiers hydro-agricoles. En effet, sur un total de quatorze (14) chantiers à travers le pays, cinq (05) en 2000 et neuf (09) en 2001, où sept cent (700) jeunes issus des dix (10) régions ont été initiés, seuls cent cinquante (150) jeunes sont en train d'expérimenter des stratégies d'insertion, soit un pourcentage de 21% (vingt et un pour cent).

Ce faible pourcentage de réussite renseigne sur le grand écart entre les résultats obtenus et les possibilités réelles si une analyse globale avait été un préalable à l'installation des chantiers dans les différentes localités. C'est pourquoi, ce constat trouve sa justification à plusieurs niveaux :

a)- Au niveau de la formation

Même si les chantiers hydro-agricoles ont le mérite d'avoir mobiliser une frange très importante de la jeunesse autour de leurs objectifs dont le renforcement de la *citoyenneté et la culture du sens civique*, ils font état de difficultés à atteindre pleinement l'un de leurs objectifs primordiaux : l'insertion socio-économique de la

jeunesse. Une telle réalité a montré un manque d'initiation aux techniques de gestion des programmes qu'ils offrent.

En effet, le seul préalable incontournable pour la réussite des chantiers est la prise en charge de la composante formation dans sa philosophie générale. L'acquisition de technicité est nécessaire et mérite une attention particulière de la part des planificateurs de l'effort national de promotion de la jeunesse. Il est admis, suite au constat de la réalité de deux ans d'expérience vécue que la complexité des conditions, modes d'exécution, de gestion et des enjeux des chantiers doit davantage faire appel à un long processus de formation soutenue et qualifiante. C'est ce qu'exigent leur pérennisation et leur intégration dans le schéma global de développement dont l'Etat sénégalais a fini de faire l'ébauche.

b)- Au niveau de l'implication des Collectivités Locales

Sans perdre de vue, même si elle est encore timide la synergie de différents services techniques de l'Etat sur le terrain, les chantiers hydro-agricoles souffrent au niveau institutionnels d'un déficit de communication avec des partenaires qui lui sont indispensables. C'est ce qui explique l'insuffisante implication des collectivités locales dans leur réalisation. Ce qui, dans toutes les localités compromet les efforts menés pour leur pérennisation.

En effet, la loi 96-06 du 22 Mars 1996 portant code des collectivités locales et la loi 96-07 au 22 Mars 1996 portant transfert de compétences constituent une forme achevée de la réforme territoriale et locale. Elles confèrent aux collectivités locales les prérogatives d'élaboration des plans et programmes locaux de développement multisectoriels prenant en compte la participation effective de toutes les forces et toutes les expériences de l'ensemble des couches de la population locale.

L'esprit et les orientations d'une telle législation sont tout simplement de nature à pouvoir insérer les chantiers hydro-agricoles dans les préoccupations des collectivités. Il est peut être besoin, pour illustrer un tel point de vue, de réaffirmer avec insistance que la jeunesse reste une composante dynamique de la population

locale et que sa mission historique est de donner vigueur et dynamisme à toute option politique de développement. Donc, dans sa politique de promotion de jeunesse, la collectivité locale doit s'approprier les principes et la philosophie des chantiers hydro-agricoles installés sur son territoire. C'est à elle qu'il revient de s'investir pour sa pérennisation en développant une bonne communication avec les services techniques locaux qui, avec l'administration déconcentrée doivent le promouvoir en axe de développement permanent.

c)- Au niveau matériel et organisationnel

Des études sociologiques devaient précéder l'installation d'un chantier hydro-agricole dans toutes les localités. C'est la seule approche qui éviterait certains écueils dans l'exécution des programmes proposés. Elles éviteraient également l'inadaptation constatée et qui est pour une grande part cause de certaines contre performances.

C'est dire que l'implantation d'un chantier hydro-agricole est une démarche de promotion des jeunes d'une localité. Elle doit donc obéir à des paramètres de faisabilité que seule une étude bien menée sur les déterminants socio-culturels et les traditions de production locales peut cerner.

Il est ainsi possible de s'en convaincre en se référant aux performances locales ou régionales présentes au passé des populations. Si donc la plupart des chantiers installés dans beaucoup de localités demeurent encore lettre morte pour n'avoir survécu aux premier vingt et un (21) jours, c'est parce que le choix et la nature des programmes sont décidés ailleurs. Cette réalité est simplement éloquente pour justifier l'impérieuse nécessité de faire intervenir les Comités régionaux, départementaux et locaux pour la définition des programmes devant être expérimentés dans chaque localité.

En fait, c'est une nécessité, voire un préalable de comprendre les causes profondes de l'inadaptations des choix de programmes opérés ailleurs que dans le vécu socio-traditionnel des communautés d'accueil. Nul ne peut contester l'évidence

et la rationalité de la transmission des expériences. En revanche, ce qui est moins évident et peut être moins rationnel, c'est le replâtrage d'expériences vécues et conçues ailleurs dans un environnement différent. Chaque choix de production est un particularisme socio-culturel.

Partant de cette analyse et puisque les chantiers hydro-agricoles n'ont pas, dans l'immédiat une mission d'adaptations profondes sur le plan des cultures et valeurs de référence, il devait échoir à chaque comité local de procéder ou de participer activement à l'identification / conception du programme de son chantier.

En même temps qu'il constitue un pas vers la diversification des programmes, ce procédé répondrait mieux aux besoins d'insertion, mais aussi d'appropriation du concept.

A côté des grands axes comme les chantiers hydro-agricoles, la campagne de sensibilisation et le reboisement, d'autres actions d'envergure font l'objet d'une mobilisation particulière.

C'est dans ce contexte que se situe la croisade pour l'amélioration de la santé des populations. Ce qui a occasionné la promotion et l'installation d'un chantier sanitaire par les étudiants en médecine.

En dix jours, trois mille quarante cinq (3045) Sénégalais de tous âges, hommes et femmes y ont reçu gratuitement informations, sensibilisation et consultations dans le département de Bignona.

Il s'y ajoute la lutte contre le vol de bétail avec l'installation de cinq (05) chantiers de marquage qui ont regroupé cent cinquante (150) jeunes répartis entre les chantiers de : Linguère, Nioro, Kébémér, Bambey et Louga.

2°/- La sensibilisation

Le développement d'un réseau de communication et celui des activités et leur renforcement mutuel sont une base de la progression des vacances citoyennes. Cette dimension a trait au rôle majeur de la sensibilisation au processus de vulgarisation du concept et son intériorisation par les acteurs concernés. C'est ce qui explique la mise en place de structures comme préalables à la communication interpersonnelle et

l'information de proximité. Cette forme d'organisation dont les ramifications s'étendent du plus haut niveau jusqu'au quartier a permis de rassembler les structures de jeunesse, toutes hiérarchies confondues et les planificateurs dans un effort commun.

C'est une structuration de l'organisation qui a permis de communiquer du haut vers le bas et inversement, en rendant possible la collaboration de divers organismes bénévoles et privés situés à différents niveaux.

Tandis que les grandes orientations et les principes de base sont discutés et arrêtés à un niveau plus élevé, les comités régionaux, départementaux et locaux ont la responsabilité de la gestion courante, permettant ainsi la mise en œuvre décentralisée des campagnes. La délégation des responsabilités et l'autorité à l'organisation locale a donné aux dirigeants locaux l'occasion de s'affirmer et aux collectivités locales celle de participer à l'expérience en cours et de prendre des initiatives.

Cette sensibilisation de fait par l'implication effective a donc occasionné l'enthousiasme populaire et facilité l'adhésion généralisée.

Même si dans certains contextes historiques, les techniques de communication offrent des possibilités de modifier des attitudes et des comportements, l'inverse du processus de conscientisation prend du temps. C'est en ce moment que l'emploi créatif des médias et autres techniques de diffusion collective permet d'atteindre plus rapidement les groupes cibles sur l'étendue de la nation.

Ceci suppose dès le départ, une intégration des communications au programme et l'absence de dissonance cognitive entre les messages et les activités au programme.

Le constat révèle ainsi que les vacances citoyennes, à travers l'ensemble de leurs actions ont trouvé en l'information et la sensibilisation un support efficace pour leur épanouissement. Ce qui a largement démontré que la promotion d'un programme de développement économique et socio-culturel par les populations en général et la jeunesse en particulier est un objectif réalisable. Leur accès au savoir-faire et au mécanisme de mobilisation participative par le recours à toutes formes de sensibilisation pour susciter une demande populaire et ensuite la satisfaire est une possibilité.

C'est une problématique qui re-précise le caractère multidimensionnel des vacances citoyennes dont les activités socio-éducatives, l'information et la sensibilisation comptent parmi les composantes essentielles.

Donnent-elles raison à l'adage selon lequel : « un peuple sous développé est un peuple sous informé ? »

De toute évidence, les vacances citoyennes ont enseigné que passer sur une grande échelle par les vertus d'une bonne sensibilisation est désormais devenue une réalité.

Donc, traiter de la sensibilisation comme axe fondamental de la philosophie des Vacances citoyennes, revient à parler du dispositif communicationnel sur lequel s'appuie son rayonnement. La communication est en effet, un précieux outil pour l'engagement civique et volontaire au processus de construction nationale qui requiert l'enthousiasme populaire. C'est dire que l'exemple des vacances citoyennes illustre une implication effective de la jeunesse à la mobilisation contre les défis qui interpellent la nation et puisent leur vigueur dans l'intensification d'un système adapté de sensibilisation. Leurs coordonnateurs et les comités placés à différents niveaux constituent par ce biais, la force motrice de la campagne d'information.

Cette démarche, tout en permettant de situer les priorités et les points de résistance au cœur du système informatif permettra une appropriation du concept et l'intégration de sa dynamique.

Faudrait il en déduire que l'initiation au sens civique, la culture du patriotisme et la sensibilisation massive constituent une importance primordiale et que la combinaison intersectorielle qu'elles donnent à percevoir reflète le dynamisme d'un programme cohérent qui aura une importance particulière sur l'équilibre recherché.

La collaboration des médias joue donc un rôle fondamental et que les communications comptent probablement parmi les formes de soutien les plus efficaces, ou que la motivation est la condition sine qua none du succès des vacances citoyennes. Le savoir, la conscience et les idées qui sont à la base du dévouement individuel et collectif constituent la force de changement de mentalité et de la culture du civisme la plus importante. Parmi les divers moyens de communication exploités

dans la mise en œuvre et l'adoption des programmes par les cibles concernées, les journaux et la télévision sont les plus efficaces, mais leur portée peut être limitée, tandis que la radio bénéficie probablement de l'audience la plus large.

Plusieurs révolutions socio-économiques et culturelles ont révélé le potentiel de l'utilisation de supports médiatiques pour la diffusion de messages. Dans nos pays, les journaux ne touchent qu'une petite fraction de la population qui sait lire certes, mais ils sont lus par tous les décideurs. D'autres matériels imprimés employés notamment par les vacances citoyennes ont leur public et peuvent contribuer efficacement à la diffusion des idées à la condition d'être produits de manière historique. Le théâtre populaire (y compris le théâtre de marionnette) et la musique sont toujours des véhicules artistiques puissants. L'expérience acquise par les vacances citoyennes montre donc que des messages brefs et des slogans capturent fréquemment les aspirations populaires.

3°/- Le reboisement

La sous région sahélienne subit depuis plusieurs décennies, une sécheresse persistante et une désertification croissante, ayant comme conséquences la dégradation continue de son environnement. Cette dure réalité se manifeste par :

- une raréfaction des ressources en eau
- une réduction de la qualité et de la diversité des espèces animales et végétales
- une diminution sensible des productions agricoles, d'élevage et de la pêche

Les fléaux que voilà, aggravés par la crise mondiale et par une forte croissance démographique (près de 3% par an) apparaît aujourd'hui comme les principales causes de la stagnation et de la régression de l'économie de notre pays soudano-sahélien.

C'est face à cette situation que le Sénégal a tenté une ébauche de solution à travers les chantiers « sahel vert », renforcés par « l'opération j'aime mon pays »

institué par décret 74.00 2 du 02 janvier 1974 dont l'essentiel des activités portait sur le reboisement et la protection de l'environnement.

Plus tard, vers les années 73, un déficit pluviométrique et une dégradation généralisée de l'environnement a conduit à des initiatives portant sur la création d'organismes intergouvernementaux. Ces diverses stratégies qui répondent toutes aux mêmes préoccupations d'assurer la conservation de l'environnement et sa restauration justifiaient déjà l'émergence de nombreux projets et programmes sectoriels.

De toute évidence, rebâtir et consolider l'équilibre socio-écologique continuaient de se poser comme une urgence.

Cette urgence en faisait d'ailleurs le troisième axe de la stratégie globale proposée par le Club du Sahel et inspirait l'ambitieux programme de formation information pour l'environnement (PFIE).

Ce programme né de la volonté des pays sahéliens du Comité Inter Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) de faire prendre en charge, par les systèmes éducatifs, la problématique de la lutte contre la sécheresse et la désertification.

Dans sa mise en œuvre, ce programme a touché :

- quatre départements
- soixante seize écoles
- deux cent trente maîtres formés
- quinze mille élèves encadrés
- douze outils pédagogiques élaborés

et réussi une communication de proximité à travers l'organisation de :

- dix réunions de Comités régionaux de développement
- treize réunions de comités départementaux de développement
- quarante réunions de comités locaux de développement

Cependant, malgré de telles ambitions affichées leur référentiel politico institutionnel n'a pas permis à ces différents organismes de connaître la mobilisation qu'exige une entreprise d'envergure nationale.

Son évocation a seulement le mérite d'éclairer sur le fait que la lutte contre la dégradation de l'environnement a une certaine tradition dans ce pays bien que des difficultés d'approche ont souvent limité son rayonnement.

Ce n'est qu'en l'an 2000 que l'alternance politique intervenue dans les pays a défini une autre dynamique qui est venue prendre la relève. Elle s'est traduite par une prise de conscience non seulement de la menace, mais aussi du fait qu'elle est un problème de toute la nation et donc doit mobiliser toutes les forces du pays. La jeunesse y étant prédisposée à un rôle majeur, ce qui justifie la part active qui est faite au reboisement dans le programme d'ensemble des vacances citoyennes.

En effet, la philosophie des vacances citoyennes est bien une prise de conscience nationale et citoyenne. Elle s'est manifestée déjà par une mobilisation populaire de la jeunesse pour la promotion du développement harmonieux et global. Cette globalité prend en compte la composante environnement et recommande une stratégie concertée de restauration de l'environnement par l'activité de reboisement. Cette globalité explique également un ensemble d'éléments naturels et artificiels ainsi que les facteurs sociaux, économiques et culturels dont la bonne gestion permet la vie en équilibre dans tout milieu. L'illustration particulière de ce point de vue est la déduction scientifique selon laquelle, un hectare de forêt rejette vingt (20) à vingt cinq (25) milles litres d'eau dans l'atmosphère chaque jour. C'est suffisant après avoir cerné la corrélation étroite entre pluviométrie et développement, pour donner tout son sens au programme de reboisement des vacances citoyennes. La stratégie de communication pour l'environnement développée au sein des vacances citoyennes a déjà contribué à asseoir parmi les populations jeunes de notre pays une culture environnementale. Elle a eu pour effet de fédérer en les appuyant les nombreuses initiatives prises par des acteurs à différents niveaux.

Allant des forêts routières à l'émergence de projets jeunes de reboisement en passant par le reboisement des écoles, lieux publics et bois de village, l'activité reboisement est devenue désormais une expression citoyenne. La croisade nationale de restauration de l'environnement a été utilisée comme modèle d'effort collectif volontaire pour répondre aux options politiques de développement. Pendant trois

années de vacances citoyennes, un échantillon représentatif de la jeunesse sénégalaise s'est investi pour un reboisement intensif sous la supervision du Ministère de tutelle avec l'appui des services techniques de l'Etat. Les vacances citoyennes peuvent ainsi se réjouir d'acquis constants même si l'articulation entre une éducation environnementale bien assise et une bonne initiation à la technicité exigée est encore à un niveau expérimental. De toute évidence, il reste à élaborer une pédagogie de l'alternance entre actions de reboisement et gestion du suivi établissant la juxtaposition de deux périodes se succédant dans un programme sans équilibre.

Voilà pourquoi, comment faire jouer un rôle de formation aux services techniques impliqués deviendra probablement d'actualité.

QUATRIEME CHAPITRE :
LES LEÇONS DE L'EXPERIENCE

1°/- Les limites

La promotion de la citoyenneté et l'installation du réflexe civique dans l'esprit des jeunes est aujourd'hui un acquis réel des vacances citoyennes

L'enthousiasme et la mobilisation populaire et participative aux efforts de construction nationale sont également un constat réel. C'est dire que le concept de vacances citoyennes a bien connu une mise en œuvre et se trouve désormais être une réalité tangible dans ce pays.

Ce qui n'exclut pas cependant des limites constatées à différents niveaux et qui ont réduit l'indice de rayonnement des vacances citoyennes. L'analyse rétrospective qui suit montre que les limites suivantes ont pu être relevées.

1°/- Manque de cadres stratégiques de références

A l'image de l'Organisme National de Coordination des Activités de Vacances (ONCAV) et du Conseil National de la Jeunesse du Sénégal (CNJS), les vacances citoyennes devaient se doter de structures permanentes de concertations et d'analyses permanentes.

2°/- Vie éphémère des vacances citoyennes : c'est une limite à la nécessaire perpétuation de l'effervescence citoyenne

3°/- L'uniformisation des programmes : l'inadaptation de certains programmes aux spécificités de certaines localités constitue une limite

4°/- Le manque de formation des jeunes : le manque de technicité des acteurs à la base limite les capacités de rayonnement de certaines initiatives

5°/- L'implication insuffisante des collectivités locales : la non intégration des activités de Vacances citoyennes dans les programmes locaux de développement est un facteur limitant

6°/- *Le manque de coopération intersectorielle*

la promotion du développement national qu'ambitionnent les vacances citoyennes ne peut être l'affaire du Ministère de la Jeunesse seulement ainsi, le manque de synergie des Ministères et autres services étatiques et même les ONG en faveur des programmes proposés constitue une limite

7°/- *Engagement insuffisant des services techniques* : la non appropriation du concept et de la philosophie générale des vacances citoyennes par les services techniques impliqués est une limite

8°/- *Le statut juridique des vacances citoyennes*

L'absence d'une juridiction d'Etat faisant des vacances citoyennes une stratégie de développement national et impliquant effectivement autorités administratives déconcentrées et élus locaux est une limite

9°/ *Défaut de participation des jeunes à la définition des programmes* : le manque de représentations nationales, régionales départementales et locales servant de cadre regroupant techniciens, administration et les jeunes pour une définition et orientation des programmes constitue une limite

10°/- *le manque de moyens du Ministère de tutelle*

la non dotation du Ministère de la jeunesse et ses services extérieurs (Inspections régionales, Centres départementaux d'éducation populaire et sportive) de moyens logistiques propres et humains constitue un facteur limitant.

2°/- Recommandations

L'analyse du concept de vacances citoyennes débouche dans cette étude à un examen de ses différentes composantes et à sa charge historique. Il s'est agi de se faire une conscience de ses forces, ses faiblesses et d'apprécier certains paramètres qui interfèrent dans le processus de réalisation de l'ensemble de leurs programmes

Cette démarche a mené à une certaine perception de leurs acquis significatifs liés à une adhésion populaire et au sens patriotique qui en est un déterminant de taille. Voilà qui confère aux vacances citoyennes leurs moments d'euphorie

Cependant, des limites ont été relevées et analysées et ont suggéré les recommandations suivantes

1°) jeter les bases d'un entrepreneuriat agricole par une pérennisation des chantiers hydro agricoles

2°/- création de comités multisectoriels de planification des programmes et stratégies des vacances citoyennes

3°/ mise en place des budgets à temps opportun

4°/ ordonner aux collectivités locales des inscriptions budgétaires pour subventionner les programmes locaux,

5°/- appréciation précisée des capacités présentes et potentielles des programmes en termes de :

a- disponibilité des moyens et équipements

b- capacités de supervision

c- technicités requises pour l'exécution des programmes

6°/- Mise en place d'un système logistique national

7°/- Faire des vacances citoyennes une dynamique interactive dans le sens de :

- l'élimination de l'analphabétisme
- provoquer une prise de conscience effective et agissante de la réalité sénégalaise
- jeter les bases de l'éducation des adultes
- conscientiser davantage la jeunesse
- contribuer au processus d'intégration et de cohésion nationale
- faire connaître à la jeunesse le patrimoine historique, culturel et écologique du pays.

CONCLUSION

Bien qu'elle suscite une variété d'approches, l'œuvre de construction nationale peut s'appuyer sur les vacances citoyennes pour concrétiser le bien être générale que la société sénégalaise toute entière attend d'elle. a leur tour, les vacances citoyennes s'appuient sur une option politique qui fait de la mise à contribution de l'ensemble des compétences et des états psycho sociologiques philosophiques première.

Cette étude a permis d'identifier les principaux facteurs ayant conduit les vacances citoyennes à des succès sans précédent dans leur expansion accélérée des programmes d'éducation de sensibilisation et de conscientisation donc dans la réalisation de l'homme acteur sénégalais

Il s'y ajoute la volonté politique concrétisée par un appel fervent de Monsieur le Président de la République dès l'aube de l'alternance, à un investissement de la jeunesse pour la tâche, je ne sais combien exaltante de construction d'un Sénégal nouveau. Ce qui a abouti à la planification et la mobilisation de l'action émancipatrice. Des structures d'organisation appropriées furent renforcées ou créées selon un principe de l'intégration à la fois verticale et horizontale. Des réseaux étendus de communication se renforçant mutuellement furent également développés et les ressources mobilisées.

Voilà d'une manière générale dans sa dynamique la mise en œuvre du concept de vacances citoyennes qui se révèle comme instrument des plus précieux, connus dans ce pays, des indépendances à nos jours.

Il est de constat réel que la participation populaire et la dimension socio-éducative dans le sens de plus de citoyenneté, plus de civisme et plus de patriotisme constituent deux axes du projet de transformation socio-culturelle et économique que proposent les vacances citoyennes. Le développement de la prise de conscience et la participation de tous les segments de la jeunesse sont donc deux objectifs réalisables dans les pays, comme l'ont démontré avec éloquence trois années d'expérience de vacances citoyennes.

De nombreux enseignements ont été tirés de l'expérience vécue. Certaines de ces leçons ont prouvé que la composante « jeunesse » est une donnée naturelle dont la sensibilisation permet d'accomplir sa mission historique qui est de réussir les conquêtes économiques et sociales que lui exige la nation. Un ensemble d'enseignements a également trait à la possibilité de mobiliser le potentiel extraordinaire que constitue la jeunesse autour des priorités d'intérêt national.

L'harmonie a régné également quant à l'appréciation des forces et des points clés de la démarche des vacances citoyennes. La préservation des bases existentielles naturelles et la protection de l'environnement naturelle ainsi que les créations menacées de destruction ou d'exploitation abusive des ressources ont été possible grâce à une nouvelle vision issue de la culture citoyenne dont les vacances citoyennes se font l'écho.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'importance particulière que les planificateurs des vacances citoyennes accordent au reboisement et à la protection de la nature d'une manière générale. La restauration de la nature est bien le reflet d'une conscience du vouloir vivre meilleur.

BIBLIOGRAPHIE

- Décret 74-002 du 02 Janvier 1974
- La lettre de l'Environnement, *Numéro Spécial de l'année 1995*
- Document final de la Réunion Nationale 2002 sur les Vacances Citoyennes, *Edition 2002-Stade Léopold Sédar SENGHOR, le lundi 08 Juillet 2002*
- Entretiens avec le Responsable chargé du Bureau des Vacances Citoyennes à la DJVA.